



Une vidéo montre les autorités grecques effectuant des «refoulements» illégaux de réfugiés

Par [George Gallanis](#)

Mondialisation.ca, 02 janvier 2020

[wsws.org](#) 30 décembre 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Dans une révélation du cauchemar auquel sont confrontés les réfugiés cherchant à entrer en Europe, des images publiées par le journal allemand *Der Spiegel* montrent des autorités grecques effectuant des «refoulements» illégaux à la frontière gréco-turque dans le nord-est de la Grèce. Les images confirment ce que les réfugiés et les ONG ont affirmé être une banalité depuis des années.

Les refoulements constituent une violation du droit international et violent à la fois la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Convention de Genève. Le droit international stipule que les réfugiés ont le droit de demander l'asile et ne peuvent être contraints de retourner dans un pays qui ne garantit pas leur sécurité. En l'occurrence, il s'agit de nombreuses personnes qui fuient vers la Grèce pour échapper à la violence et à la mort possible d'une guerre déclenchée par l'impérialisme en Syrie, en Irak et en Afghanistan.

Ces refoulements découlent des politiques anti-réfugiés du gouvernement de droite de la Nouvelle Démocratie (ND), héritées et renforcées des politiques et des attaques contre les réfugiés du précédent gouvernement de la pseudo-gauche Syriza (Coalition de la gauche radicale). Les prétentions de Syriza à être «gauche» ont été utilisées pour couvrir les mesures d'austérité et intensifier les attaques contre les réfugiés désespérés. Une telle expérience amère montre clairement que la défense des réfugiés doit être menée par la classe ouvrière internationale non seulement contre les partis de droite tels que ND, mais aussi contre les groupes de pseudo-gauche comme Syriza, qui représentent les intérêts de la classe moyenne supérieure et de la l'élite financière, pas la classe ouvrière.



Une capture d'écran tirée des images obtenues par Der Spiegel montre des fonctionnaires grecs expulsant des réfugiés vers la Turquie. (Crédit : Spiegel.de)

Des images d'un total de onze vidéos montrent des hommes masqués, certains portant des vêtements militaires, transportant des groupes de migrants et de réfugiés de la rive grecque de la rivière Evros vers la rive turque. Les images proviennent d'une caméra de sécurité du côté turc et d'une caméra de téléphone portable, peut-être d'un responsable du contrôle de la frontière turque. Ce dernier tient un téléphone portable alors qu'il marche le long de la rive turque de l'Evros. Des personnes, vraisemblablement des réfugiés, apparaissent. De l'autre côté de la rivière, des hommes masqués font échouer un bateau gonflable sur la rive grecque. On entend l'homme qui filme crier «pas de débarquement» en anglais.

Selon des chercheurs de la Goldsmiths University qui ont analysé les vidéos de *Der Spiegel*, les métadonnées de la séquence fixent la date des enregistrements vidéo au 17 septembre 2019, entre 10 h 30 et 12 h 30.

Pendant des années, les réfugiés ont dénoncé le gouvernement grec pour avoir effectué des refoulements. En outre, six autorités de sécurité actuelles et anciennes ont informé *Der Spiegel* que l'armée grecque avait précédemment procédé à des expulsions illégales qui sont actuellement effectuées par la police grecque - ou des citoyens grecs. Les refoulements captés sur vidéos ont probablement été effectués par la police grecque. Le poste de police le plus proche est à seulement quelques kilomètres.

Entre temps, des documents du ministère turc de l'Intérieur estiment que d'octobre 2018 à octobre de cette année environ 60 000 réfugiés ont été illégalement expulsés de Grèce.

Un groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a visité 20 centres de détention, certains hébergeant des réfugiés, en Grèce entre le 2 décembre et le 13 décembre. Le groupe a confirmé auprès d'avocats représentant des migrants et des ONG que des refoulements ont lieu, indiquant que certains migrants tentant de demander l'asile en Grèce «sont arrêtés, détenus dans de très mauvaises conditions et renvoyés sommairement à la frontière terrestre gréco-turque». «Nous avons connaissance qu'il ne

s'agit pas d'actes isolés. En fait, il est bien connu que c'est une pratique de longue date qui remonte à plusieurs années maintenant», a déclaré Leigh Toomey, vice-présidente du groupe.

Mais pour ceux qui pénètrent en Grèce, un nouveau cauchemar possible les attend. Alors que le groupe des Nations Unies publiera un rapport complet final au cours de l'année à venir, ses conclusions préliminaires indiquent une surpopulation sévère dans les camps de réfugiés, une détention préventive continue dans laquelle les réfugiés ne bénéficient pas d'un procès équitable et sont plutôt placés en détention sur la base du témoignage d'un policier et des enfants jugés en tant qu'adultes et placés dans des centres de détention surpeuplés. «Nous sommes également très préoccupés par le fait que des mineurs non accompagnés et d'autres enfants sont détenus et traités comme des adultes. La détention d'enfants dans le contexte de la migration est interdite par le droit international et doit cesser», a indiqué le rapport.

Les traitements barbares infligés aux réfugiés ne sont pas apparus du jour au lendemain. Le parti grec du ND ne fait qu'intensifier les politiques anti-réfugiés brutales de l'ancien gouvernement Syriza.

Sous Syriza, le camp de détention de Moria à Lesbos a été décrit par la *BBC* comme «le pire camp de réfugiés au monde». Sept mille réfugiés, dont beaucoup d'enfants, sont contraints de vivre dans un camp conçu pour en accueillir 2000. Les réfugiés et les migrants en Grèce ont subis de attaques de la police anti-émeute, à des évacuations forcées de leurs logements et à une surpopulation sévère.

En mars 2016, Syriza a négocié un accord avec l'UE et la Turquie établissant la Grèce comme prison pour réfugiés. L'accord a déclaré que tous les réfugiés entrant en Grèce par des itinéraires «irréguliers», tels que des voyages par mer en bateau de la Turquie vers la Grèce, seront expulsés vers la Turquie, à moins qu'un réfugié ne prouve qu'il ou elle risquerait la persécution s'ils étaient renvoyés en Turquie.

La responsabilité politique des conditions auxquelles font face les réfugiés en Grèce incombe à Syriza et au gouvernement ND, qui poursuit la brutalité contre les réfugiés. Selon l'ONU, depuis le début de l'année, plus de 55 000 demandeurs d'asile sont arrivés en provenance de Turquie. Les arrivées mensuelles sont passées de 1486 en février à 10.551 en septembre.

L'afflux croissant de réfugiés se heurte à une répression accrue. ND est en train de créer l'Agence de surveillance unifiée des frontières, une nouvelle branche de l'État grec qui étendra davantage la surveillance, les attaques et l'expulsion des réfugiés entrant en Grèce.

Le mois dernier, le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis a annoncé l'embauche de 400 nouveaux gardes devant être déployés le long de la frontière terrestre de la Grèce avec la Turquie et 800 autres nouveaux gardes pour les îles grecques.

En novembre, le gouvernement ND a annoncé son intention de construire de nouveaux centres de détention sur le continent grec d'ici juillet 2020. Le gouvernement de ND prévoit de déplacer 20.000 réfugiés des îles grecques vers les nouveaux centres. Tout en faisant la promotion des centres en tant que centres de réfugiés plus humains et plus propres, en réalité les centres fonctionneront comme de nouvelles prisons, dans lesquelles le ND aura plus de contrôle sur la population de réfugiés. Les centres de détention seront

complètement fermés et fonctionneront comme les centres de détention fermés aux États-Unis. Cachés derrière des murs, les gardiens auront peu de compte à rendre de leur comportement. Les gardiens seront autorisés à agresser les réfugiés en toute impunité.

Cette décision a été condamnée par des groupes humanitaires. Christos Christou, de Médecins Sans Frontières, a déclaré aux journalistes: «Les centres de détention, les centres fermés [...] finiront peut-être à devenir des prisons et ne traiteront pas les gens comme des humains. Ils les traiteront comme des problèmes.»

Martha Roussou, responsable principale pour le Comité de sauvetage international en Grèce, a déclaré: «Les annonces du gouvernement représentent un mépris flagrant des droits de l'homme. La création d'établissements fermés signifiera simplement que les personnes extrêmement vulnérables, y compris les enfants, seront maintenues dans des conditions semblables à celles des prisons, sans avoir commis de délit.»

Et la section grecque d'Amnesty International a déclaré: «En réalité, nous avons affaire à la création de prisons contemporaines avec des conséquences inhumaines pour les demandeurs d'asile et, plus largement, des conséquences négatives pour les îles de la mer Égée et leurs habitants.»

Les attaques croissantes contre les réfugiés s'accompagnent de la montée de la xénophobie anti-immigrés par ND. Alors que la classe ouvrière grecque fait face à des mesures d'austérité accrues et que 33 pour cent des jeunes grecs sont au chômage, le gouvernement de ND cherche à faire porter la responsabilité des malheurs de la classe ouvrière et de la jeunesse grecques aux réfugiés, un processus qui se propage de plus en plus à travers l'Europe et aux États-Unis.

George Gallanis

Article paru en anglais, WSWWS, le 30 décembre 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)
Copyright © [George Gallanis](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2020

Articles Par : [George Gallanis](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca